

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 253 - VENDREDI 7 MAI 2015

## PÂQUERETTE DIPLOMATE

Abdallah fera respecter  
les Droits de l'Homme.  
Une simple affaire de Rafale... euh!...  
de mirage. ●

## AGENDA MILITANT

→ **12 mai**  
Saint-Ouen [Communauté et citoyenneté](#),  
OMOS

→ **13 mai**  
Paris [Nouveau Monde](#), Karim Abdelaziz

→ **18 mai**  
Montluçon [Féminisme et communisme](#)

## À LIRE SUR [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ **Débat général**  
[Ethnies et solidarité](#),  
Serge Grossvak

→ **Culture**  
[Les vrais enjeux d'un sport émancipateur](#),  
Sylvie Larue

→ **Monde**  
[Népal, art et reconstruction](#)

→ **Élections**  
[Après les départementales, comment  
dévrouiller ? \(4\)](#), G. Perreau-Bézouille

## Des commandes en rafales pour faire la guerre

**A**près des années d'échecs, les contrats commerciaux "se signent" à présent en Rafale©. L'Égypte ? Vingt-quatre appareils ! Le Qatar, autant ! L'Inde, trente-six engins ! Qui dit mieux ? Dans le viseur, on découvre les émirats et d'autres pays potentiellement acheteurs. Cynisme ou inconscience de la jouissance, dans la foulée du PDG de Dassault Aviation Eric Trappier, le Président Hollande et ses ministres Le Drian et Fabius expriment leur joie.

Ne faut-il pas signifier clairement la symbiose des ambitions et objectifs en matière d'exportations d'armements ? Cette donnée nouvelle, personne ne doit l'ignorer ! Aussitôt, *Le Figaro* et *Le Monde* se plient aux obligations du job. Chacun à sa manière, ils engagent les médias compatibles à faire preuve de réalisme et à saluer les promoteurs de « *l'équipe de France qui gagne à l'export* ». N'est-ce pas là une bonne nouvelle pour l'emploi ?

Tiens donc, une équipe composée de membres d'un gouvernement, d'industriels de l'armement, de hauts gradés militaires et de médias associés ne constituerait-elle pas un "complexe militaro-industriel", synonyme de diplomatie sans état d'âme ? Certes peu onctueuse, cette appellation ne caractérise-t-elle pas les choix profonds d'une politique de guerre dans laquelle le gouvernement ne cesse d'enliser notre pays, au lieu de faire de la France une surperpuissance de la paix ?

La nouveauté réside surtout dans la synergie croissante de la France avec l'Arabie saoudite et dans le tissage de liens de plus en plus étroits avec les pays monarchiques du Conseil de coopération du Golfe arabe. Or, en se liant ainsi à ces États, la France perd son libre arbitre vis-à-vis de l'Iran, de la Syrie et des actions à développer - tous azimuts - pour l'apaisement politique des conflits et la recherche de solutions pacifiques dans cette région.

En Arabie saoudite, on décapite les délinquants. Le pouvoir s'appuie sur une union conclue entre une tribu, Al Saoud, et une secte religieuse sunnite, les wahhabites. D'un autre âge, cette union renforce les courants d'Islam intolérant. À l'évidence, la proximité affairiste tissée entre la France et l'Arabie saoudite comporte des périls. Loin de toute ambition de transformation de l'industrie militaire en industrie pacifique, le camp choisi par François Hollande n'est pas celui des droits de l'homme : encore une manière de tourner le dos à la démocratie.

● **Louis Aminot**



# Un quart de siècle après la chute du Mur de Berlin, la démocratie change de camp

**Venues de différents horizons mais convergentes, les critiques de la démocratie représentative s'approfondissent et s'amplifient. Surtout, leur pertinence s'affirme dans le contexte de fuite en avant antidémocratique de l'Union européenne.**

**L**e diagnostic est bel et bien posé. La "crise de la démocratie" n'est nullement un accident de parcours, un phénomène passager. Elle se déroule à la fois depuis longtemps (quelques décennies) et partout dans les démocraties censées être les plus avancées de la planète. Elle tend à s'aggraver inexorablement, n'en déplaise à ceux qui, journalistes ou politiques, espèrent ou appellent régulièrement à un sursaut. Loin de se concentrer sur tel ou tel champ spécifique des pratiques politiques ou des usages institutionnels, elle est au contraire globale.

Ainsi, la perte de substance de la démocratie concerne aussi bien la désaffection électorale que l'impuissance de l'État, le rabougrissement des forces politiques et sociales, la dévalorisation de la parole politique, le discrédit des élites en général. C'est aussi l'incapacité à produire un récit national et à élaborer des consensus, l'incapacité à innover dans une situation critique qui devrait en principe inciter à faire preuve de créativité (pour sortir de la nasse).

Bien sûr, la crise de la représentation doit être mise en lien avec la volonté de l'oligarchie financière et de ses représentants dans le champ de la politique institutionnelle d'imposer et de poursuivre

**La "crise de la démocratie" n'est nullement un accident de parcours, un phénomène passager. Elle se déroule à la fois depuis longtemps et partout dans les "démocraties avancées". Elle s'aggrave inexorablement, et elle est globale.**

les politiques d'austérité et de dérégulation. Tout se déroule dans la période récente comme s'ils avaient compris que, malgré les apparences inverses liées à

la généralisation des politiques néolibérales, ils perdent leur hégémonie idéologique, ou au moins leur pouvoir de séduction. C'est donc contre les peuples ou sans eux que les gouvernements s'attachent maintenant à dérouler leurs programmes de casse des services publics, de réduction de l'État social et de privatisation.

## Retournement de l'Histoire

Un quart de siècle après la chute du Mur de Berlin (novembre 1989), nous vivons un grand retournement. Dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, après la Seconde Guerre mondiale, l'affrontement entre l'Ouest et l'Est s'était tout particulièrement construit sur l'opposition entre la démocratie des nations occidentales et l'autoritarisme des régimes de l'Est.

Démocratie avancée ? On parle notamment du suffrage universel, du pluralisme politique, des systèmes représentatifs, des changements de majorité, de l'existence de contre-pouvoirs, d'une culture des relations sociales faites de rapports de forces et de compromis. Les systèmes en place avaient cette ●●●

●●● plasticité, aussi bien au plan économique qu'au plan politique : ils étaient capables de tenir compte de l'adversité, de résorber ou d'absorber les points de vue opposés, et de laisser des marges. Ils étaient capables de construire d'appareils consensus à partir notamment des références mobilisées par toutes les forces politiques en dehors de l'extrême droite : la volonté générale, l'intérêt général, la liberté, l'égalité, la fraternité. Les gouvernants pouvaient faire comme si leurs politiques étaient toutes entières dédiées à la satisfaction des exigences républicaines, et l'opposition combattait au nom du même référentiel républicain.

Bien sûr, l'image de l'Europe et des États-Unis comme des champions naturels de la démocratie méritait déjà d'être fortement contestée. On ne peut d'abord oublier comment se sont forgées ces puissances capitalistes avancées : sur la domination des pays du Sud, leur exploitation coloniale, et leurs suites impérialistes qui n'ont de cesse de se prolonger aujourd'hui. On ne peut ensuite taire la part d'ombres de ces régimes, par exemple dans le domaine de la politique étrangère et militaire, ou en matière de nucléaire. Et on ne peut pas oublier que ces régimes ne sont pas devenus démocratiques naturellement mais par le combat et des rapports de forces populaires qui ont imposé les avancées démocratiques : le mouvement ouvrier a payé le prix des conquêtes et de la préservation des avancées des

droits politiques, économiques, sociaux. Cependant, ce qui prédominait, c'est qu'en miroir, les pays de l'Est de l'Europe ne montraient que des régimes ossifiés, des partis uniques, des peuples réprimés et des libertés surveillées, sans

même évoquer les aspects les plus criminels de certains de ces régimes. De fait, la démocratie était jusqu'alors, aux yeux du plus grand nombre et dans les livres d'Histoire, du côté du capitalisme, et inexistante à l'Est. ●●●



**A. Badiou :**

**« Les gens n'ont absolument aucun pouvoir »**

Dans son nouveau livre, *Quel communisme ?*, le philosophe Alain Badiou estime : « Je pense que ce qu'on appelle démocratie, c'est simplement l'organisation du pouvoir hégémonique dominant. La politique qui existe là sous le nom de démocratie n'est pas démocratique du tout. Est-ce que les gens ont un pouvoir quelconque ? Non, on le sait très bien, ils n'ont aucun pouvoir aujourd'hui ; absolument aucun. » Et s'il nuance son propos, évoquant l'existence de « formes politiques avancées » dans les pays capitalistes développés, il écrit aussi : « Je n'ai aucune raison de lutter pour que la Chine soit démocratique, ça m'est complètement égal. Elle le deviendra toute seule quand elle sera assez riche, c'est tout. Et ça, c'est l'histoire du Capital lui-même, ce n'est pas ma propre histoire. »

Bien sûr, il y a une part de vérité dans l'idée que « la démocratie est le régime politique approprié aux formes les plus développées du capitalisme contemporain ». Mais, d'une part, ces régimes ne résument pas la démocratie en général ; et, d'autre part, ces régimes démocratiques ne sont pas advenus comme un produit naturel de l'économie mais aussi grâce au combat politique des « gueux ». Il faut prendre garde à un discours trop unilatéral, qui désarme les partisans de l'émancipation et peut conduire à les placer du côté des antidémocrates. Non, le suffrage universel, l'existence de contre-pouvoirs, le pluralisme politique, la possibilité de rapports de force aboutissant à des compromis ne sont pas rien. La preuve en est qu'ils ne cessent d'ailleurs d'être combattus. La critique de la démocratie représentative n'a pas besoin d'être caricaturale pour être « radicale ».

**G. A.**

*Quel communisme ?* Entretien avec Peter Engelmann, Alain Badiou, Bayard, mars 2015, 128 p.

●●● Nous sommes désormais loin, très loin de ce monde où chacun pouvait se dire que sa voix comptait (plus ou moins), qu'un mouvement social pouvait obtenir gain de cause, qu'un changement de majorité le permettrait. Regardons aujourd'hui la Grèce, dont le pouvoir élu affronte la technocratie de Bruxelles. Regardons les mouvements sociaux, qui n'obtiennent plus d'avancées et qui ne parviennent plus à stopper des réformes scélérates comme celle de Monsieur Macron. Regardons l'évolution du Parti socialiste et son choix d'assumer qu'il n'y a qu'une politique possible. Regardons la reconfiguration en cours de l'action publique qui, malgré la résistance des collectivités territoriales, délite la démocratie locale. Ce ne sont là que des exemples qui témoignent d'un mouvement général.

C'est un fait que, depuis le début des années 80 (depuis 1983 concernant la France), un processus de dévitalisation de la démocratie s'est engagé, aboutissant à l'impossibilité d'influencer le cours des choses par la pratique électorale. Les alternatives électorales ont été systématiquement transformées en alternances de plus en plus molles, et les alternances ont d'ailleurs permis d'affaiblir les forces de résistance anti-libérales pour se conformer au mouvement planétaire en faveur du néolibéralisme.

#### **Au-delà de la conjoncture libérale**

Ce diagnostic mérite cependant d'être élargi, surtout si l'on questionne l'hypothèse d'un retour à la démocratie d'antan. On aurait tort d'étalonner la crise de la démocratie uniquement au seul triomphe du libéralisme et de sa version de plus en plus autoritaire. D'abord, le

**Un quart de siècle  
après la chute du Mur  
de Berlin, nous vivons  
un grand retournement :  
après la seconde guerre,  
les régimes capitalistes  
étaient réputés être  
du côté de la démocratie.  
Aujourd'hui,  
les capitalistes  
en sont des adversaires.**

désaveu et le problème démocratique ne concernent pas seulement les élections et les institutions, les hommes et les femmes politiques, leurs programmes. Ce sont toutes les formes traditionnelles de participation à la vie démocratique qui sont en crise, affaiblies. On peut ainsi parler de la désaffection pour les syndicats et les associations, des questionnements sur leurs rôles, leur

fonctionnement, la nature de leurs apports et leurs rapports avec les salariés et les citoyens. Au total, ce sont toutes les figures de la représentation politique qui sont en cause : l'électeur, l'adhérent, le militant, le représentant, l'élu.

Ensuite, les enjeux démocratiques changent d'échelle. Si l'on prend la mesure de la mondialisation, on ne peut plus revenir aux anciennes démocraties nationales : il n'existe plus de phénomènes seulement locaux, mais des phénomènes économiques, sociaux, environnementaux, politiques, culturels mondiaux. Dès lors, l'enjeu est de mondialiser la démocratie, faute de quoi toute une partie des décisions qui gouvernent le monde continueront d'échapper à la citoyenneté, au profit des oligarchies en place et des pouvoirs "liquides" actuels (on ne sait où et qui décide, et d'ailleurs, est-ce que quelqu'un décide ?).

Aussi, et peut être surtout, les motivations et les aspirations démocratiques ne sont plus les mêmes. Ce n'est pas pour rien qu'il n'existe aucune nostalgie (ou beaucoup de désintérêt) par rapport au système démocratique passé. Le mouvement des connaissances, la circulation des outils et la formation des esprits critiques, les aspirations individuelles à maîtriser sa vie, le refus des systèmes coercitifs et de la discipline de parti forment un tout qui rend la ●●●

●●● conception de la démocratie représentative largement obsolète. C'est toute une culture et une histoire politiques qui sont ici en cause : celle des avant-gardes éclairées et des partis-guides se pensant en avance de la société pour informer les "incompétents" et leur proposer

d'approuver des programmes ; et plus largement, celle consistant à assimiler la démocratie à la recherche de la meilleure façon de représenter ou d'être représenté. Au total, on partage ce diagnostic formulé par le constitutionnaliste Dominique Rousseau : l'exigence constitutionnelle

selon laquelle le citoyen doit pouvoir concourir personnellement à la formation de la loi est « *engloutie par deux fortes vagues, celle de la représentation et celle du marché. (...) La démocratie a été happée par le principe de représentation, elle n'est pensée que par lui, elle en est devenue prisonnière* ». Et d'appeler à la formation d'une « *forme nouvelle de démocratie qui n'a pas encore trouvé son nom* » (lire l'encadré ci-contre).



Dans *Radicaliser la démocratie*, **Dominique Rousseau** propose de construire une alternative à la démocratie représentative, qu'il nomme "démocratie continue" : « *Continue parce que, en suivant le travail de Claude Lefort, "la démocratie est un régime inachevé et que l'inachèvement la constitue dans la mesure où il montre sa capacité à accueillir le conflit en faisant droit à l'indétermination du social". Continue parce qu'elle ne s'arrête pas avec le geste électoral, mais se poursuit et se déploie entre deux moments électoraux. Continue parce qu'elle ne s'arrête pas aux frontières des États mais s'ouvre sur l'espace-monde.* »

Le professeur de droit constitutionnel s'efforce de proposer un système démocratique cohérent : les principes (politique, juridique, sociologique) de la démocratie continue, ses institutions. Il reste cependant pris dans l'idée que « *la représentation n'est pas un manque, un défaut ou un vice, mais la condition de la démocratie. Très précisément, elle est la scène où se construit la figure du citoyen qui est une des conditions de possibilité de la démocratie* ». Si, par rapport au système actuel, Dominique Rousseau propose de revaloriser le rôle du peuple, celui-ci n'en reste pas moins, dans ses propositions, principalement à contrôler politiquement et juridiquement le travail législatif. Si l'on considère comme l'auteur que la représentation est une dépossession du pouvoir des représentés et que c'est un problème, il faudra bien chercher du côté d'un système associant délibération populaire et représentation sous contrôle.

#### G. A.

*Radicaliser la démocratie, propositions pour une refondation*, Dominique Rousseau, Seuil, avril 2015, 231 p.

#### Les impasses des "solutions" du système

Au fur et à mesure que le diagnostic se confirme, et même s'il reste sans cesse en débat, une guerre des solutions à la crise de la démocratie s'engage. Le premier type de solution, qui n'en est pas une, est de se réfugier dans l'incantation démocratique : s'efforcer, selon les règles actuelles, de faire la course entre partis, continuer de faire croire que le système fonctionne, un peu comme le meunier du conte faisait croire qu'il continuait à produire de la farine alors qu'il ne faisait en réalité que broyer des cailloux.

On a vu tout récemment le président de l'Assemblée nationale prendre position pour un second type de "solution" : l'instauration de l'obligation de voter. Bien sûr, on peut souligner le caractère dérisoire et absurde de cette proposition : dérisoire, car là où il est question d'un immense problème, qui engage rien ●●●

●●● moins que le fonctionnement de la société, elle est une sorte de mesure de police, répressive ; absurde, parce que tout le monde sait d'avance qu'elle serait vaine et inapplicable. Mais il faut surtout souligner la finalité d'une telle proposition : elle inverse les responsabilités, car là où c'est le système démocratique qui est pris en défaut, aboutissant à la désaffection électorale, elle le dédouane en faisant croire que le problème relève d'une (ir)responsabilité individuelle.

Solution plus radicale que défendent de plus en plus les néolibéraux mais aussi une bonne partie des «socialistes» : la fin de la démocratie, qui n'est évidemment jamais présentée comme telle, à travers le gouvernement des spécialistes, des technocrates, sans le peuple. Cela consiste simplement à poursuivre sur le terrain actuel, en s'efforçant de désactiver ou de confiner tous les lieux qui peuvent produire de la politique.



### Quel plan B ?

À l'opposé de ces approches, qui tendent à prolonger la crise actuelle et à tourner le dos à la démocratie, le plan B consiste à considérer comme indissociable la cri-

tique de la démocratie représentative et la formulation d'une alternative démocratique.

**L'enjeu principal  
est de considérer  
que la démocratie  
n'est pas d'abord affaire  
de représentation  
et d'institutions, mais  
prise en charge populaire  
des affaires de la cité.  
Une telle stratégie  
est irrécupérable  
par les néolibéraux  
et par l'extrême droite.**

Comme une stratégie claire s'énonce clairement, tentons de le dire simplement. Il s'agit de considérer que la démocratie n'est pas d'abord affaire de représentation (désigner les meilleurs représentants possibles) et d'institutions (se doter des meilleures institutions possibles, qu'il s'agisse des institutions de l'État ou des médiations organisationnelles), mais prise en charge populaire des affaires de la cité. Les auteurs de *Marx politique* parlent, eux,

de « *la nécessaire expansion de l'intervention politique hors de son cadre prescrit (la démocratie bourgeoise, désormais en cours de dé-démocratisation)* »<sup>1</sup>, ce qui dit la même chose autrement.

La formulation d'une telle option ressemble bien sûr aux dires des anciens, mais elle s'inscrit dans une société qui a profondément changé, tout particulièrement avec la généralisation de l'accès aux savoirs et à la formation du plus grand nombre au penser par soi-même. Cette dimension est quasiment ignorée par ceux qui formulent pourtant une critique globale de la démocratie actuelle, alors même qu'elle est une des raisons majeures pour laquelle il ne saurait être question de revenir aux fondamentaux des formes anciennes de la démocratie représentative. Et alors même qu'elle est propulsive, dans la mesure où il s'agit de se projeter dans une nouvelle ère démocratique.

Commençons donc par nous considérer comme apte à apprendre, à savoir, à dire, à décider, contre toutes les tentatives de spécialiser les savoirs, de confisquer la décision. Et contre la tendance ●●●

<sup>1</sup>. *Marx politique*, ouvrage collectif sous la direction de Jean-Numa Ducange et Isabelle Garo, La Dispute, février 2015, 221 p.



●●● à passer d'un raisonnement d'essence juridique - il faut distinguer représentants et représentés pour que les représentés puissent contrôler les représentants - à une généralisation politique - les citoyens ne peuvent qu'être représentés, il faut seulement trouver de bonnes formes de représentation. Il s'agit ainsi d'être en phase avec les aspirations et motivations démocratiques qui cheminent (non sans contradictions et tendances contraires) dans la société.

### Rendre la démocratie désirable

Il s'agit surtout de rendre la démocratie désirable, là où le système de représentation - dépossession ne fabrique aujourd'hui que du désintérêt. Cela veut dire se dissocier fortement du système, des institutions actuelles, à la fois pour ne pas être pris dans ses logiques écrasantes et pour ne pas être assimilés à ses formes déconsidérées. Il y a là une difficulté pour les partisans de l'émancipation, car pour les organisations issues du mouvement ouvrier, cela appelle des ruptures que beaucoup de représentants et d'élus ne sont jusqu'à présent pas prêts à assumer, craignant à la fois des pertes de forces et une aventure à l'issue incertaine. On peut considérer à cet égard que l'Histoire n'est jamais écrite ; on peut évoquer l'affaiblissement des forces restées au seuil de leurs

propres mutations, ainsi que les contradictions des expériences des dernières années (ce Front de gauche, cartel de partis qui n'en finit pas de ne pas se transformer en mouvement citoyen...). De fait, la gauche dite de transformation reste profondément marquée par la culture délégataire, s'appêtant par exemple ces temps-ci à reproduire pour les élections régionales les pratiques des élections précédentes (en commençant par chercher la constitution de cartels électoraux de forces avant même d'ouvrir des espaces citoyens). Cependant, on peut aussi se demander si c'est seulement à l'écart des formes anciennes que pourront naître de nouvelles formes, comme certains l'espèrent depuis longtemps : jusqu'à présent, ces formes ne se sont pas imposées.

C'est peut-être du côté du peuple qu'il faut chercher. Moins du côté d'un vibrant appel formulé par un tribun sur le mode "qui m'aime me suive" que du côté de la prise en compte des motivations profondes des personnes. Il faut rompre avec cette culture qui a eu tendance à ne considérer l'individu que comme un ferment d'égoïsme ou un consommateur, au lieu de considérer comme légitimes les aspirations de chacun à compter et à s'épanouir. Disons le sans fard : une politique qui n'a pas d'intérêt pour les

personnes n'a aucun sens, sinon celui de se concevoir encore une fois comme un dispositif de dépossession et, en définitive, de domination sur elles.

Au total, c'est bien la finalité de l'action politique qui doit nécessairement se transformer profondément : elle consiste en permanence à soutenir le rassemblement libre de ceux qui veulent stimuler l'émancipation et les possibilités émancipatrices. Elle veille à la fois à l'institutionnalisation de ces avancées, pour enregistrer les résultats de rapports de force et en généraliser les effets, tout en prenant garde à l'ossification que produit toute institutionnalisation. Notons enfin qu'à l'inverse des discours qui s'arrêtent à la critique de l'oligarchie austéritaire, cette approche là est irrécupérable par le lepénisme nouveau : la nature du lepénisme est nationaliste, alors qu'il s'agit de mondialiser la démocratie ; le lepénisme est entièrement dans la culture de la dépossession et du culte de la personnalité qui en est le corollaire naturel ; le lepénisme, complètement voué à la culture élitiste et technocratique, déteste l'appropriation populaire.



● Gilles Alfonsi

# Fastoche !

Il y eut un temps où c'était facile. Personne ne se disait de droite. Ni Pompidou, ni Giscard d'Estaing. Ils considéraient à juste titre qu'il y avait quelque chose d'injurieux aux mots "de droite". Ils préféraient se dire "gaullistes", ou "centristes". Et même si l'expression «de gauche» avait quelque chose de flou, on savait bien ce que cela voulait dire : la gauche, c'était les gens qui voulaient "changer la vie" (tel était le titre du programme du Parti socialiste avant la signature du *Programme commun* de la gauche en 1972). Quant à son titre, le programme du Parti communiste était plus modeste, même si son contenu était plus avancé : "Changer de cap". Relire aujourd'hui le *Programme commun*, c'est prendre la mesure du temps qui s'est écoulé. Aucune force politique aujourd'hui n'oserait se donner pour programme un ensemble aussi radical de mesures anticapitalistes et démocratiques. Même le petit "Mouvement des radicaux de gauche" avait signé ce programme. Très vite, dans le discours public, l'expression "le programme commun" avait pourtant cessé de désigner ce programme par son contenu : on disait "le programme commun" pour parler de l'union de la gauche. Mais je vous parle d'un temps que les moins de cinquante ans ne peuvent pas connaître. Pour ne rien dire des moins de vingt ans. Le 10 mai 1981 a sonné le compte à rebours de la désillusion. On continuait certes de parler du programme commun, comme machinalement, mais l'alliance qui s'était nouée autour de lui avait pris l'eau dès 1977. Et s'il servait plus ou moins vaguement de référence aux premiers mois du gouvernement de gauche élu quatre ans plus tard, cette expérience aura tenu à peine plus de 18 mois. Ce fut le "tournant de la rigueur", et la dérive progressive – mais définitivement acquise – du Parti socialiste vers les eaux du libéralisme économique.

Ce n'est rien de le dire, ce n'est plus si facile aujourd'hui. Qui aurait dormi depuis trente-cinq ans et se réveillerait en 2015 n'aurait guère les moyens de comprendre quoi que ce soit à la vie politique. Certes, les gens de droite revendiquent de l'être. Mais bien des gens qui se disent de gauche ont renoncé à "changer la vie". Et la force politique qui semble à beaucoup porteuse d'une espérance de changement de cap est aujourd'hui un outsider invraisemblable : l'extrême-droite à peine ripolinée du Front national. Cela ne signifie assurément pas que tout espoir aurait disparu. Mais le courant à remonter est puissant. Pourtant il ne saurait s'agir de refaire à l'envers le chemin accompli depuis les temps immémoriaux du "programme commun". Il ne saurait s'agir de reprendre le fil de l'Histoire jusque là où elle a bifurqué. Ni même de décider si ce fil aurait pu ne pas bifurquer. S'il y a des leçons à tirer de cette histoire, ce n'est pas pour la refaire.

Mais s'il était possible de faire grandir à nouveau l'idée que rien ne se fera pour les simples gens sans s'en prendre à la minorité qui profite du système, que la politique n'est pas une question pour experts, mais une question posée à chacune et chacun, une question démocratique, on avancerait sans doute d'un grand pas. Quelques idées simples, comme l'existence d'intérêts collectifs que ne sont pas les intérêts de tous, mais sont au contraire dirigés contre les intérêts du petit nombre, doivent retrouver le devant de la scène. La lutte des classes n'a jamais cessé. Mais les tenants des classes dominantes sont aujourd'hui les seuls à la mener.



● Laurent Lévy



## C comme Climat (politique du)

**D**e tout temps ou presque, les hommes ont pensé que le climat conditionnait leur vie. Déjà, chez Aristote : « *Les peuplades des régions froides, c'est-à-dire de l'Europe, sont pleines de cœur ; mais sont plutôt dépourvues d'intelligence et d'habileté... Celles d'Asie, par contre, ont l'âme intelligente et habile, mais sont sans courage...* ». Et il conclut (comme on pourrait s'en douter) : « *La race des Hellènes, comme elle occupe une région intermédiaire, partage certains caractères avec les deux groupes précédents. Elle est en effet à la fois pleine de cœur et intelligente.* »<sup>1</sup>

D'Ibn Khaldoun (XIV<sup>e</sup> siècle) à Montesquieu (XVIII<sup>e</sup>), en passant par Jean Bodin (XVI<sup>e</sup>), il ne manqua pas de penseurs pour élaborer cette théorie des climats.

Byron ironise au sujet de ces idées reçues :  
« *Heureuses les nations du chaste Nord  
Où tout est vertu et où l'hiver  
Envoie le péché grelotter tout nu dehors* »<sup>2</sup>

C'est au XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'apparition de la pensée économique et sociale, et surtout à partir du marxisme, que ce déterminisme climatique obligatoirement primaire (et qui conduit aisément au racisme) a pu être dépassé.

Reste qu'une pensée matérialiste ne peut se désintéresser des conditions climatiques de la vie sociale. Le spectre du réchauffement climatique nous contraint à penser le climat en termes politiques.

Nous savons maintenant que certaines conditions climatiques ont permis l'apparition de la vie. Et que la vie en retour a contribué à modifier le climat, dès l'apparition des bactéries et des algues bleues qui absorbent du carbone et produisent de l'oxygène.

(À l'origine, la composition chimique des atmosphères de Mars, Vénus et la Terre était semble-t-il à peu près la même... ce qui n'est plus du tout le cas aujourd'hui et serait en grande partie imputable au développement de la vie).

Mais les causes principales des modifications du climat sont astronomiques. Elles tiendraient non seulement à l'activité solaire, mais aussi à l'excentricité variable de l'orbite terrestre par

rapport au soleil, ou à l'obliquité de l'axe de rotation de la Terre qui obéissent à des cycles de longue durée.

Nous serions ainsi dans une période interglaciaire (d'environ 100 000 ans). Et c'est dans cet espace que s'inscrit la perspective du réchauffement de la Terre.

Dans le passé, de grandes modifications du climat ont sans doute été à l'origine de la disparition de certaines espèces. Même si les causes de ce bouleversement (peut-être dû à la chute d'une grande météorite) restent discutées, il semble que la fin des dinosaures (qui ont régné 185 millions d'années) soit consécutive à un changement du climat.

*A contrario*, le développement des hominiens doit aussi beaucoup au climat, suite au remplacement de la forêt par la savane, ce qui a poussé à la posture verticale.

L'apparition de l'agriculture en Mésopotamie serait aussi liée à un réchauffement.

Mais ce qui tempère ce déterminisme, c'est la capacité d'adaptation de la vie et notamment de l'espèce humaine qui peut s'acclimater à des conditions extrêmes.

C'est par exemple dans la période de glaciation du Würm que s'est développée la civilisation magdalénienne et son art pariétal exceptionnel (entre 17 000 et 10 000 ans avant le présent).

Aujourd'hui, l'effet de l'activité humaine sur le réchauffement semble largement admis (même s'il est difficile de savoir dans quelle mesure). Pour certains, nous serions même entrés (depuis l'invention de la machine à vapeur) dans une nouvelle ère : l'anthropocène<sup>3</sup>, qui se caractériserait par le fait que l'homme est devenu un facteur majeur de modification de la géologie et de la biosphère.



1. Aristote, *Les Politiques*, L. VII, chap. 7, trad. Pierre Pellegrin, Flammarion, 1990.  
2. Don Juan, Trad. F. Combes.

3. Notion développée par Paul Crutzen, Prix Nobel, et admise par la Geological Society de Londres.





●●● Une prise de conscience écologique se fait jour. Y a contribué le développement d'une écologie scientifique qui consiste à regarder la Terre comme un ensemble de processus qui interagissent. Et cela influence le sens commun... Dans la foulée de la théorie Gaïa de James Lovelock, dans les années 60, s'est développée la métaphore communément partagée de la Terre vue comme un gigantesque être vivant. À partir de cette métaphore, scientifiquement approximative mais idéologiquement efficace, l'humanité peut être perçue comme un parasite et une menace pour la Terre, ou comme faisant partie de son système immunitaire.

On voit les dérives religieuses à quoi peut conduire une *deep ecology* qui veut réduire l'empreinte humaine sur la Terre. Lovelock lui-même n'est pas sans ambiguïtés. Mais il s'était prononcé pour un progrès maîtrisé, en faveur par exemple du nucléaire dont il dit qu'il est l'énergie la moins polluante, en termes d'effets de serre. Il fondait même des espoirs dans la perspective de la fusion thermonucléaire, comme Kouznetsov<sup>4</sup> (et d'autres scientifiques soviétiques)... avant Tchernobyl...

Aujourd'hui, l'une des tâches les plus urgentes des marxistes serait non pas de suivre le mouvement de l'écologie dominante mais de réfléchir à ce que peut être une écologie progressiste, dans la perspective de l'écopsocialisme.

L'écologie est en effet pour l'instant non pas une doctrine mais un chantier de réflexions et un terrain de débats. Il y aurait par exemple à discuter sérieusement des thèses de la décroissance qui semblent faire l'impasse sur l'impératif du développement économique que suppose le développement humain, dans le contexte (sur lequel il faudra revenir) de l'explosion démographique de la planète.

La solution préconisée par les dirigeants du monde capitaliste, c'est le "capitalisme vert". Après avoir marchandisé la terre, ils ont entrepris de marchandiser l'atmosphère, à travers notamment le marché des droits à polluer. Cela risque non pas de résoudre le problème mais de l'aggraver, comme le montre l'incapacité à mettre en œuvre les bonnes résolutions de Kyoto.

De la Russie à la Chine, le socialisme réel, dira-t-on, n'a pas fait mieux. Sans doute. Ces sociétés, prises dans leur impératif de

rattrapage du capitalisme, sont restées dominées par son modèle et (malgré la planification) par un certain "court termisme".

Trop souvent, la menace climatique alimente une "bien pensée" qui fait dépendre le destin de la planète de modifications du comportement individuel et relèvent le plus souvent du gadget.

Selon Arthus Bertrand, par exemple, la solution serait d'arrêter de manger de la viande !

(Car l'élevage serait responsable de 20 % des rejets de CO... L'industrie et les transports l'étant de 50 %). En fait, ces discours culpabilisent l'individu mais déresponsabilisent le citoyen dans la mesure où ils font l'impasse sur la politique. Comment peut-on réussir la transition écologique sans s'attaquer par exemple aux milliards aujourd'hui stérilisés par la finance ?

Les rapports du GIEC, que beaucoup jugent sérieux, font apparaître qu'il sera difficile de limiter l'augmentation de la température à 2° d'ici la fin du siècle.

Peut-être est-il déjà trop tard pour juguler les effets du dérèglement climatique car il faut compter avec l'inertie des phénomènes terrestres. Même de bonnes décisions mises en œuvre maintenant mettraient plus d'un siècle à produire leurs effets...

En attendant, les problèmes risquent de devenir urgents. La pénurie d'eau risque de s'accroître dans les régions sèches. En même temps, sur une planète où 80 % de la population vit près des côtes, du fait de la fonte des pôles et de l'augmentation du niveau des mers, il faudra faire face au problème des réfugiés climatiques... De plus, la raréfaction des énergies fossiles impose un changement du mode de production. Comme le dit Pascal Acot, « *Il serait illusoire de prétendre changer les rapports destructeurs des hommes à la biosphère sans changer dans le même mouvement les rapports destructeurs des êtres humains entre eux : c'est une écologie de la libération humaine qui reste à édifier.* »<sup>5</sup>



● Patricia Latour et Francis Combes

4. Kouznetsov, *La science en l'an 2000*, Mezhdounarodnaïa Kniga, 1969, Marabout université, 1972.

5. Pascal Acot : *Histoire du climat*, Perrin 2003, 2004. Pascal Acot est historien des sciences. Il a aussi publié une *Histoire de l'écologie*.

« La guerre d'Algérie a commencé à Sétif le 8 mai 1945 », écrivait l'historien Mohammed Harbi dans *Le Monde diplomatique* de mai 2005.



● **Les va-t-en-guerre de l'Europe.** Il en faut des morts et des morts pour que les gouvernements européens accouchent... surtout de mesures militaires pour endiguer les transports naufrageurs de migrants : dénonciation des passeurs, renforcement des patrouilles et projet de blocus des dits bateaux. Quid de la réalité des conflits, des urgences climatiques, économiques et sociales des pays que fuient les migrants ? Quid des traités imposés aux pays africains, par l'UE entre autres, traités qui dans le même temps assurent la captation de leur économie ? La solidarité avec les migrants passe par une lutte pour une Europe démocratisée, maîtrisée par les peuples, une lutte contre les mêmes qui, aussi, dénie aux Grecs le droit à sortir des ornières creusées avec l'aide active de la Troïka européenne.

● **La grande manip'.** On pourrait en rire (jaune ?) comme les parodies qui circulent, de Disney aux robes du soir sur les marches du Festival de Cannes. Mais de la circulaire de l'Académie de Poitiers sur les signes extérieurs de radicalisation religieuse (voir *Cerises* du 14/11/2011) au fichage annoncé-démenti des élèves selon leur prénom par Ménard, maire de Béziers soutenu par le FN, l'exclusion d'une élève à la jupe trop longue s'inscrit dans une tentative de conditionnement des esprits. Et que la ministre de l'Éducation nationale pense trouver une parade en justifiant la mesure par le "comportement" de la jeune fille est aberrant : une attitude devient un signe

ostentatoire. De "dérapages contrôlés" en décisions que s'autorisent des responsables d'établissements au nom d'une laïcité psychorigide, il y a non seulement un racisme concret visant toujours les mêmes – les musulmans ou estimés tels –, mais aussi une manipulation idéologique de tous. La condamnation peu après par la ministre et par M. Valls de l'affaire de Béziers sont un voile sur les charges islamophobes et xénophobes antérieures. Discriminer verbalement, il en reste toujours quelque chose, et la discrimination réelle des un-e-s passe mieux, y compris auprès de celles et ceux qui, victimes des politiques austéritaires, ont tout intérêt à se serrer les coudes avec tous les dominés.

● **La petite fracture.** La loi sur le renseignement est donc votée (à 438 voix sur 524 exprimées et 566 inscrits). Être « sorties » du gouvernement ne fait pas de mal à certaines, ainsi Aurélie Filipetti (PS) s'est-elle autorisée à voter contre, ainsi que Cécile Duflot – et dix autres des députés EELV sur 18 (au nombre des cinq pour, Denis Baupin, bien installé à la mairie de Paris, et ... Christophe Cavard qui avait introduit un amendement revenant à intégrer des agents pénitentiaires à la communauté du renseignement). Quant au groupe de la Gauche démocrate et républicaine, républicaine, parmi les 3 élus (sur 15) qui ont voté pour, se retrouve Marc Dolez qui s'était déjà illustré dans ce sens sur la loi dite "lutte contre le terrorisme".

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART

